



Communauté des Communes

Giennoises

Regard sur notre territoire

PLAN LOCAL D'URBANISME Intercommunal

COMMUNAUTE DES COMMUNES GIENNOISES

PERMIS DE DEMOLIR RAVALEMENT DES FACADES SOUMIS A AUTORISATION CLOTURES SOUMISES A DECLARATION PREALABLE

Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé le 20.12.19
Mis à jour les 07.01.20, 27.08.20, 01.12.22, 16.06.23 et 27.11.24
Modifié les 01.04.22, 05.05.23 et 05.12.25.23



GEOMEXPERT sas - 1, rue Niepce - 45700 Villemandeur



biope 122-124 Faubourg Bannier - 45000 Orléans



COMMUNAUTE DES COMMUNES GIENNOISES

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL



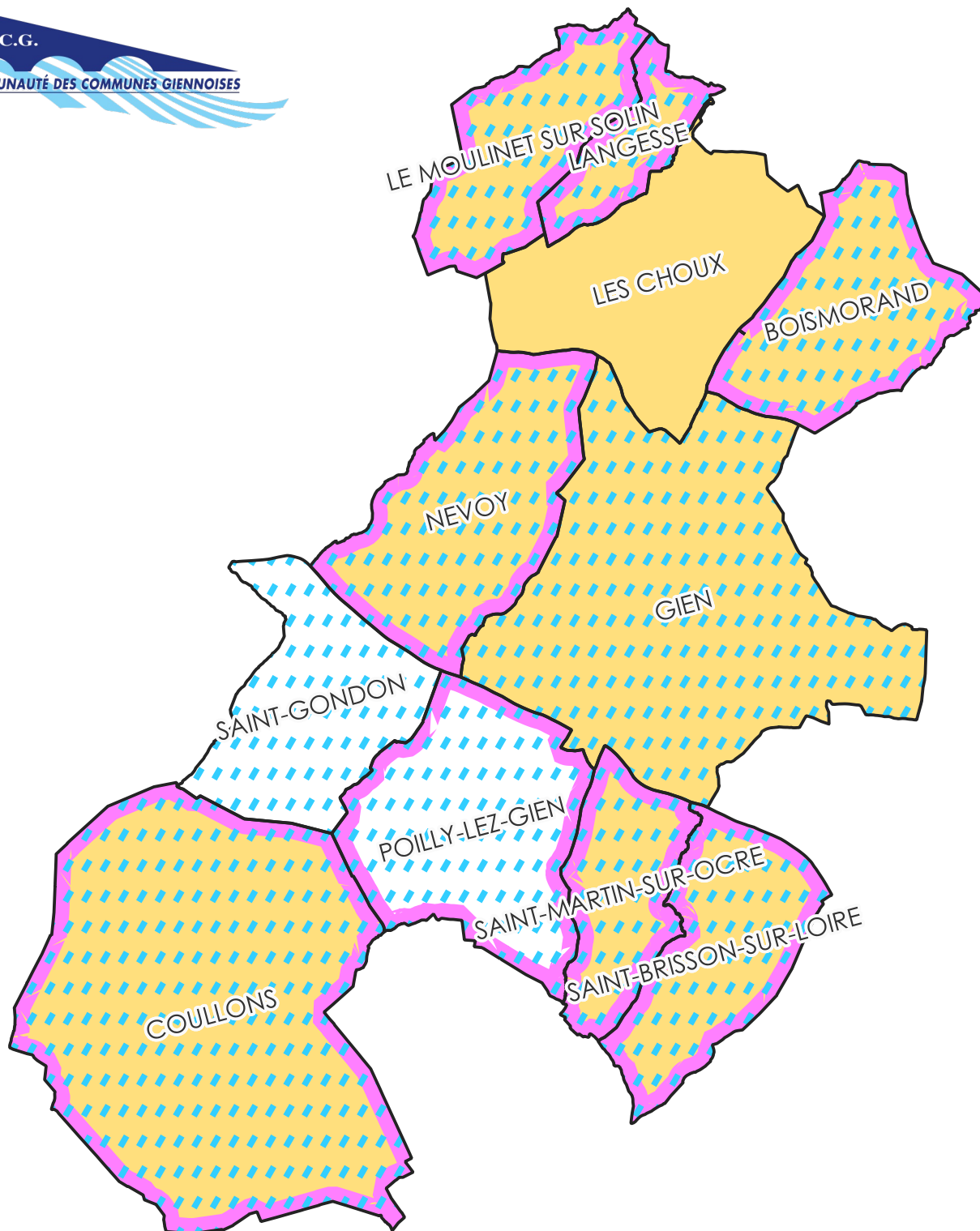
Permis de démolir
Ravalement des façades soumis à autorisation
Clôtures soumises à déclaration préalable

Objet	Date
Approuvé le	20 décembre 2019 par le Conseil Communautaire
Modification N°1	05 avril 2022
Mises à jour	10 janvier 2020, 28 août 2020, 2 décembre 2022, 19 juin 2023, 22 novembre 2024
Modification simplifiée N°2	12 mai 2023



Communes ayant instauré :

- Le permis de démolir
- La soumission à déclaration préalable l'édification de clôtures
- La soumission à autorisation du ravalement des façades



- Ravalement des façades soumis à autorisation
- Edification des clôtures soumise à déclaration préalable
- Permis de démolir effectif

En date du 20/11/2024

0 2,5 5 km





Tél. 02 38 67 11 95
Fax 02 38 38 02 67
E-mail : MAIRIE-DE-POILLY-LEZ-GIEN@wanadoo.fr
Site : www.poillylezgien.fr

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers :

En exercice : 18
Présents : 14
Votants : 17

L'an deux mille douze le dix juillet

Le Conseil Municipal de la commune de POILLY-LEZ-GIEN, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de M. Jean RIVIER, Maire.

Date de la convocation du Conseil Municipal : 04 juillet 2012

PRESENTS : Mme PELOILLE M. ; MM. VIEUGUÉ A. ; CHABOREL A. ; VILLOING D. ; Mme LEROY F. ; M. PRIEUR L. ; Mmes GROS C. ; DRILLON D. ; GRIMAULT I. ; ROBBIO F. ; MM. PRIEUR B. ; MEYER J. ; BOUGEARD G.

Absents excusés :

Mme NAGOT Cheryl : procuration à M. RIVIER Jean
Mme MARIE Isabelle : procuration à Mme GROS Catherine
M. BENOIST Denis : procuration à M. VILLOING Didier
M. ETIENNE Roger

Mme GRIMAULT Isabelle a été élue secrétaire.

Délibération n°63-12

Objet : Autorisations pour constructions de clôtures

Le Conseil Municipal décide que les demandes de clôtures situées en zone UA, UB, UI, AU, NH et AH sont soumises à déclaration préalable.

Extrait certifié conforme.

Le maire,

Certifié exécutoire.

Reçu en Sous-Préfecture le : 23/07/12

Publié ou notifié le 24/07/12



Accusé de réception en préfecture
045-214502544-20120710-63-12-DE
Date de télétransmission : 21/07/2012
Date de réception préfecture : 23/07/2012

4- ... à l'air - 101 - 1812 - 10 011 111

Département du Loiret Extrait du registre des délibérations
 Arrondissement de Montargis Conseil Municipal de BOISMORAND
 Canton de GIEN Séance du 02 juillet 2020

Réf. : 2020-021

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
15	13	13
Vote		
Pour	Contre	Abstentions
13	0	0

L'an deux mille vingt et le deux juillet à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle polyvalente sous la Présidence de M. Philippe TAGOT, Maire
Etaient Présents : MM. MMES TAGOT Philippe, PRIGNON Désiré, PERRON Véronique, CHAUVET Jean-Paul, PINON Fabien, BRUNET Claude, AMBROIS-STUDER Françoise, Joël, BUSSIÈRE Xavier, BATTESTI Pascal, GIRARDIN Eliane, DEVERT Sophie, GAY Gilles, GAY Delphine

Absents excusés : MM. DOS SANTOS Joël, DAVID Patrick

Date convocation : 25/06/2020

Secrétaire séance : Véronique PERRON

URBANISME : DECLARATION PRÉALABLE POUR L'INSTALLATION DE CLOTURE

Le décret n° 2014-253 du 27 février 2014 définit de nouvelles règles applicables au régime des autorisations d'urbanisme. A ce titre, il laisse le champ libre aux collectivités de contrôler ou non un certain nombre d'actes en matière d'urbanisme.

L'article R 421-12, du code de l'urbanisme permet de soumettre à la procédure de déclaration préalable, l'installation des clôtures sur le territoire de la commune, pour s'assurer du respect des règles fixées par le document d'urbanisme de la commune (PLUI)

Le conseil municipal après en avoir délibéré,

- ✓ **INSTAURE** le dépôt d'une déclaration préalable pour les travaux d'édification des clôtures sur le territoire communal.

Délibération adoptée à l'unanimité

Fait à Boismorand, le Maire
 Philippe TAGOT

Acte rendu exécutoire
 Après dépôt en Sous-Préfecture



Département du Loiret Extrait du registre des délibérations
 Arrondissement de Montargis Conseil Municipal de BOISMORAND
 Canton de GIEN Séance du 02 juillet 2020

Réf. : 2020-022

Nombre de membres		
En exercice	Présents	Votants
15	13	13
Vote		
Pour	Contre	Abstentions
13	0	0

L'an deux mille vingt et le deux juillet à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle polyvalente sous la Présidence de M. Philippe TAGOT, Maire
Etaient Présents : MM. MMES TAGOT Philippe, PRIGNON Désiré, PERRON Véronique, CHAUVET Jean-Paul, PINON Fabien, BRUNET Claude, AMBROIS-STUDER Françoise, Joël, BUSSIERE Xavier, BATTESTI Pascal, GIRARDIN Eliane, DEVERT Sophie, GAY Gilles, GAY Delphine

Absents excusés : MM. DOS SANTOS Joël, DAVID Patrick

Date convocation : 25/06/2020

Secrétaire séance : Véronique PERRON

**URBANISME : DECLARATION PRÉALABLE POUR LES TRAVAUX
 DE RAVALEMENT DE FACADES**

Monsieur le Maire indique au conseil municipal que le décret 2014-253 du 27 février 2014 relatif aux autorisations d'urbanisme prévoit que les ravalements de façades ne sont plus soumis à autorisation depuis le 1er avril 2014. Des exceptions à cette règle sont prévues par l'article R421-17-1 du code de l'urbanisme pour les communes dotées d'un PLU.

Monsieur le Maire précise que la Collectivité doit veiller à la sauvegarde de son patrimoine architectural. Les autorisations préalables pour le ravalement des façades permettent de maintenir une bonne intégration paysagère des travaux dans le respect du règlement du PLUI.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE :

- **INSTAURE** l'obligation de soumettre les ravalements de façade à déclaration préalable.

Délibération adoptée à l'unanimité

Fait à Boismorand, le Maire
Philippe TAGOT

Acte rendu exécutoire
 Après dépôt en Sous-Préfecture



Département du Loiret Extrait du registre des délibérations
Arrondissement de Montargis Conseil Municipal de BOISMORAND
Canton de GIEN Séance du 02 juillet 2020

Réf. : 2020-023

Nombre de membres

En exercice	Présents	Votants
15	13	13

Vote

Pour	Contre	Abstentions
13	0	0

L'an deux mille vingt et le deux juillet à vingt heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle polyvalente sous la Présidence de M. Philippe TAGOT, Maire
Etaient Présents : MM. MMES TAGOT Philippe, PRIGNON Désiré, PERRON Véronique, CHAUVET Jean-Paul, PINON Fabien, BRUNET Claude, AMBROIS-STUDER Françoise, Joël, BUSSIERE Xavier, BATTESTI Pascal, GIRARDIN Eliane, DEVERT Sophie, GAY Gilles, GAY Delphine

Absents excusés : MM. DOS SANTOS Joël, DAVID Patrick

Date convocation : 25/06/2020

Secrétaire séance : Véronique PERRON

URBANISME : OBLIGATION DE DEPOT DU PERMIS DE DÉMOLIR SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal,

VU le code de l'urbanisme et notamment son article R421-27 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,

VU le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour application de l'ordonnance susvisée,

VU le décret n°2007-817 du 11 mai 2007 et notamment son article 4 portant la date d'entrée en vigueur de la réforme des autorisations d'urbanisme au 1^{er} octobre 2007,

CONSIDERANT qu'à compter de cette date, le dépôt et l'obtention d'un permis de démolir ne seront plus systématiquement requis,

CONSIDERANT que le conseil municipal peut décider d'instituer le permis de démolir sur son territoire, en application de l'article R421-27 du code de l'urbanisme,

CONSIDERANT l'intérêt de maintenir cette procédure qui permet de garantir une bonne information sur l'évolution du bâti et la rénovation du cadre bâti de la commune,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

DÉCIDE d'instituer, le permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal pour tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction, en application de l'article R421-27 du code de l'urbanisme.

Délibération adoptée à l'unanimité

Fait à Boismorand, le Maire
Philippe TAGOT

Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Sous-Préfecture

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 10/09/2020

Référence
2020_37

Objet de la délibération
OBLIGATION DE DEPOT DE PERMIS DE DEMOLIR

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
15	12	13

Date de la convocation
04/09/2020

Date d'affichage
04/09/2020

Vote
A l'unanimité
Pour : 13
Contre : 0
Abstention : 0

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous Préfecture de Montargis
Le : 15/09/2020

Et

Publication ou notification du :

L' an 2020 et le 10 Septembre à 19 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances, Salle Omnisports - 22 rue de Dampierre sous la présidence de M. MOREL Olivier, Maire.

Présents : M. MOREL Olivier, Maire, Mmes : FINOUX Laëtitia, LAMONTAGNE Sylvie, THORET Nathalie, MM : BADAoui Kada, BOUE Hervé, CACCIA Anthony, CHEVALIER Christian, DOUBRE Eric, GAUTIER François, MENOUVRIER Pascal, VASSEUR Ludovic.

Excusés :

M. DUREVILLE Arnaud ayant donné procuration à M. MENOUVRIER Pascal

Mmes : CHANZY Emilie, EVRARD Anne-Elisabeth.

A été nommé(e) secrétaire : M. VASSEUR Ludovic.

Objet de la délibération : OBLIGATION DE DEPOT DE PERMIS DE DEMOLIR.

Afin de réglementer certaines demandes de travaux sur la commune, monsieur le Maire invite le conseil municipal à se prononcer sur la dépose de demande d'urbanisme.

Le conseil vote à l'unanimité qu'une déclaration sera nécessaire pour obtenir un permis de démolir.

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme :
En mairie, le 15/09/2020

Le Maire
Olivier MOREL





DÉPARTEMENT DU LOIRET
ARRONDISSEMENT DE MONTARGIS
COMMUNE DE GIEN

N° 13

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL

REÇU LE
29 SEP. 2007

Sous-Prefecture
MONTARGIS

DATE DE CONVOCATION
13/09/07

DATE D'AFFICHAGE
13/09/07

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE 33

PRÉSENTS 27

VOTANTS 31

OBJET :

URBANISME

RÉFORME DES
PERMIS DE
CONSTRUIRE

DÉTERMINATION DU
PÉRIMÈTRE POUR
LE DÉPÔT
OBLIGATOIRE DE
PERMIS DE
DÉMOLIR

AVIS DU CONSEIL

L'an ~~mil neuf cent~~ deux mille sept
le dix-neuf septembre à 19 h 30 heures
le Conseil Municipal

légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence
de M on sieur HURTIGER, Conseiller Général Maire à GIEN

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mme BOSSET, MM. PETIT, CHIERICO, Mme BOIVIN, MM. GUILLAUMIN,
SZYSZ, DAZIN, Adjoints au Maire,
MM. PERRERA, JARRY, Mmes CLAVELOU, LEVRAULT, ROSIER, ^
M. TINDILLERE,
Mmes ROGER, PETIT, PEDRO, BACOUËL, QUAIX, M. TAILLANT,
Mme CHAMPAULT, M. SCHMITT, Mme DESPLAT, MM. RAIMBAULT, BOULMIER,
Mmes VILLEMAIN, DENIS, Conseillers Municipaux.

Formant la majorité des membres en exercice.

ABSENTS : M. BOUCHARD, Mme VAUVILLIERS

Absents excusés ayant donné pouvoir :

M. de GARAMBÉ à M. PETIT Mme GLEYZE à M. DAZIN

M. SAUTEREAU à M. HURTIGER

M. CHARLES à Mme BOIVIN

M adame QUAIX a été élu Secrétaire.

Rapporteur : M. CHIERICO Patrick, Adjoint

Monsieur le Rapporteur informe le Conseil que la
réforme du permis de construire et des autorisations d'urbanisme
entre en application au 1er octobre 2007.

Cette réforme fixe les délais d'instruction de droit
commun, des procédures regroupées, les conditions de transmission
des notifications, des champs d'application plus précis.

Aussi, en ce qui concerne les démolitions, le décret
impose un permis de démolir dans les secteurs protégés, les Com-
munes peuvent l'instituer ailleurs.

La Commission Travaux-Urbanisme-Commerce-Agriculture
consultée à ce sujet, a souhaité maintenir les demandes sur
l'ensemble des zones du Plan Local d'Urbanisme de la Commune,
ceci afin de permettre un contrôle efficace.

Il est proposé au Conseil de maintenir l'obligation
de dépôt de permis de démolir sur l'ensemble du territoire de la
Commune et non pas uniquement sur l'ensemble des zones protégées.

LE CONSEIL

- Les explications du rapporteur entendues,
- sur l'avis de sa Commission Travaux-Urbanisme-Commerce-Agriculture,
- Après en avoir délibéré,
- à l'unanimité,

DÉCIDE d'instaurer sur tout le territoire communal l'obligation d'un permis de démolir avant tout travaux ayant pour objet de démolir ou rendre inutilisable tout ou partie d'une construction.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre les Membres présents à la séance.

POUR COPIE CONFORME

Certifié exécutoire.

Les formalités de publicité ayant été
effectuées le 27/09/07
et la délibération ayant été reçue en
Sous-Préfecture le 25/09/07



Le Maire,

Jean Pierre HURTIGER



DÉPARTEMENT DU LOIRET

ARRONDISSEMENT DE MONTARGIS

COMMUNE DE GIEN

n° 2014/10/15

REÇU LE

24 OCT. 2014

Sous-Préfecture
MONTARGIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION

9 octobre 2014

DATE D'AFFICHAGE

9 octobre 2014

15-10-14

L'an Deux Mil Quatorze, le quinze octobre à 19 heures 30

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique, sous la Présidence de M. BOULEAU Christian, Maire

ÉTAIENT PRÉSENTS :

MM. GREUIN, CAMMAL, Mme QUAIX, M. LAURENT, Mme DE METZ, M. FAGART, Mme E SILVA, M. CORNEE, Mme CONSTANTIN, M. COLPIN, Adjoint

Mme DAMION, MM. THOMAS, VAUCONSANT, TUISAT, TINDILLERE, Mme BOURDIN, M. DAMON, Mme CADIER, M. PELLOILLE, Mmes PEREIRA, FLANDRY, ESCANDON, STRACK, MM. DAHMANI, DELIEF, HIDAS, Mmes ROGER, PEDRO, M. RAVOYARD, Mme DE CREMIERS, Conseillers Municipaux

NOMBRE DE CONSEILLERS

En exercice	33
Présents	31
Votants	33

Formant la majorité des Membres en exercice.

Absentes excusées ayant donné pouvoir :

Mme CHEVALLIER	à	M. CAMMAL
Mme CHARENTUS	à	Mme PEDRO

Secrétaire de séance : Mme DE CREMIERS

OBJET : INSTAURATION DE LA DECLARATION PREALABLE POUR LE RAVALEMENT DE FACADES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GIEN
AVIS du CONSEIL

Rapporteur : M. LAURENT Pierre, Adjoint

Le Code de l'Urbanisme et le décret du 27 Février 2014 indiquent que, depuis le 1^{er} Avril 2014, le dépôt d'une déclaration préalable pour le ravalement de façades n'est plus systématiquement requis et qu'il appartient au Conseil Municipal de décider s'il y a lieu de soumettre le ravalement de façades, sur tout ou partie du territoire de la Commune, à déclaration préalable.

Dans un souci d'harmonisation et afin de garder la maîtrise de ce qui se fait en termes de ravalement de façades sur la Commune, il est souhaitable de conserver la soumission de ces travaux, à déclaration préalable.

LE CONSEIL

- Les explications du rapporteur entendues,
- Sur l'avis de la commission finances, budget, assurances, fiscalité et commande publique du 7 octobre 2014 et sur l'avis de la commission industrie, artisanat, cadre de vie et travaux du 9 octobre 2014,
- Après en avoir délibéré,
- A l'unanimité,

S O U M E T à déclaration préalable tous travaux de ravalement de façades sur le territoire de la Commune de Gien.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre les Membres présents à la séance.

POUR COPIE CONFORME

Le Maire,
Christian BOULEAU

Certifié exécutoire.
Les formalités de publicité ayant été
effectuées le 22/10/2014
et la délibération ayant été reçue en
Sous-Préfecture le 24/10/2014



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt, le jeudi 23 juillet à 20h30, le Conseil municipal de la commune de Coullons, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur BOUCHER David, Maire.

Date de la convocation du Conseil Municipal : le 17 juillet 2020

PRÉSENTS : David BOUCHER, Jean-Philippe DEVIENNE, Stéphanie CHEVALLIER, Philippe NICOLAS, Bernadette POIRIER, Guy CARMIER, adjoints,

Michel POUPET, Francine CASTERAN-DAVID, Stéphane GAUDICHON, Patricia JUBLOT, Séverine DEPOILLY, Frédéric HUBERT, Sébastien CHAVET, Nathalie HENRY, Ludivine BOISTARD, Julie SAPIN, Céline TACCHINI, Thomas CHESNE, Hugo SUFFIT, conseillers municipaux.

ABSENTS EXCUSÉS :

ABSENTS :

SECRÉTAIRE : Hugo SUFFIT

Nombre de conseillers :	
En exercice :	19
Présents :	19
Suffrages exprimés :	19

Délibération n° 2020-034

URBANISME – DECLARATIONS PREALABLES EN MATIERE D'URBANISME

Rapporteur: Jean-Philippe DEVIENNE

Le conseil municipal peut décider d'instaurer sur le territoire communal une procédure de déclaration préalable pour certains travaux d'urbanisme :

- Edification de clôtures
- Ravalement de façades
- Permis de démolir

Le Conseil municipal,

Après avoir entendu les explications de Jean-Philippe DEVIENNE,

Vu le décret n°2017-456 du 29 mars 2017,

Vu l'article R421-12 du Code de l'Urbanisme,

DECIDE d'instaurer à l'unanimité le dépôt d'une déclaration préalable pour tous les travaux d'édification de clôture sur l'ensemble du territoire communal

Vu le décret n°2017-456 du 29 mars 2017,

Vu l'article R421-17-1 du Code de l'Urbanisme,

DECIDE d'instaurer à l'unanimité le dépôt d'une déclaration préalable pour tous les travaux de ravalement de façade dans toute la commune afin de garantir une harmonie sur le territoire et de surveiller à priori le déroulement des travaux en conseillant au mieux les habitants.

Vu l'article R421-27 du Code de l'Urbanisme,

DECIDE d'instaurer à l'unanimité le dépôt d'un permis de démolir en préalable de toute démolition sur l'ensemble du territoire communal.

Pour extrait certifié conforme,

En mairie de Coullons

Le 24 juillet 2020

Le Maire, David BOUCHER



Département du Loiret
Arrondissement de MONTARGIS
Canton de SULLY-SUR-LOIRE
Commune de ST-MARTIN-SUR-OCRE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
(Nomenclature : 2.2.5)

L'an deux mil vingt, le quinze juin, à vingt heures trente, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni, au nombre prescrit par la loi, dans la salle des fêtes communale afin de respecter les mesures sanitaires de distanciation, sous la présidence de Monsieur CHENUET Patrick, Maire.

Date de convocation : 9 juin 2020

Etaient présents : P. CHENUET - J. CHÉNÉ - E. ROLLANDO - J. PUZELA - M. GUÉRIN - P. LABBE - C. PIAT - A. BISSET - V. DUMON - L. LEWANDOWSKI - A. BEAUDIN - M. ROBBIO - F. BAILLY - T. NARCY - M.C. HUART

Absent excusé :

Secrétaire : A. BEAUDIN

Nombre de membres en exercice : 15
Présents : 15
Votants : 15

Délibération n° 2020-31 - Rapporteur : P. CHENUET

OBJET : URBANISME : DECLARATIONS PREALABLES RELATIVES A L'EDIFICATION DE CLOTURES ET AUX TRAVAUX DE RAVALEMENT DE FACADES

Vu le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2005-1521 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme modifiant le régime des autorisations et leur champ d'application ;

Vu l'article R421-2 du Code de l'Urbanisme modifié par décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 et notamment son article 15, applicable à compter du 1er octobre 2007, précisant que les clôtures, en dehors des cas prévus à l'article R 421-12, ainsi que les clôtures nécessaires à l'activité agricole ou forestière sont dispensées de toute formalité au titre du Code de l'Urbanisme ;

Vu l'article R 421-12 rendant obligatoire la déclaration préalable concernant l'édification d'une clôture située dans une commune ou partie de commune dès lors que le Conseil Municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé de soumettre les clôtures à déclaration préalable ;

Vu l'article R. 421-17-1 du Code de l'Urbanisme rendant obligatoire la déclaration préalable dans une commune ou périmètre d'une commune où le Conseil Municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé de soumettre les travaux de ravalement à autorisation ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé le 20 décembre 2019 par le Conseil Communautaire,

Les travaux envisagés d'édification de clôture et de ravalement de façades doivent respecter les conditions figurant dans le règlement du PLUi.

Afin d'effectuer un contrôle a priori de ces travaux, il est nécessaire d'instaurer le dépôt d'une déclaration préalable pour les travaux d'édification de clôtures et les travaux de ravalement de façades, dans la zone U (Zone Urbaine).

Sur avis favorable du Bureau,

Le Conseil, après en avoir délibéré, par 12 voix POUR, 1 voix CONTRE et 2 ABSTENTIONS :

- DECIDE de soumettre à déclaration préalable l'édification des clôtures et les travaux de ravalement de façades dans la zone U du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

Le Maire,
P. CHENUET

Délibération rendue exécutoire par :
- Transmission électronique à la Préfecture
- Et affichage le 24/06/2020
P/Le Maire,
La Secrétaire par délégation,
M. SIMON

[Signature]



Département du Loiret
Arrondissement de MONTARGIS
Canton de SULLY-SUR-LOIRE
Commune de ST-MARTIN-SUR-OCRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
(Nomenclature : 2.2.2)**

L'an deux mil vingt, le quinze juin, à vingt heures trente, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni, au nombre prescrit par la loi, dans la salle des fêtes communale afin de respecter les mesures sanitaires de distanciation, sous la présidence de Monsieur CHENUET Patrick, Maire.

Date de convocation : 9 juin 2020

Etaient présents : P. CHENUET - J. CHÉNÉ - E. ROLLANDO - J. PUZELA - M. GUÉRIN - P. LABBE - C. PIAT - A. BISSET - V. DUMON - L. LEWANDOWSKI - A. BEAUDIN - M. ROBBIO - F. BAILLY - T. NARCY - M.C. HUART

Absent excusé : -----

Secrétaire : A. BEAUDIN

Nombre de membres en exercice : 15
Présents : 15
Votants : 15

Délibération n° 2020-32 - Rapporteur : P. CHENUET

OBJET : URBANISME : DEPOT DE PERMIS DE DEMOLIR

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article R421-27 relatif aux permis de démolir,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé le 20 décembre 2019 par le Conseil Communautaire,

Le Conseil municipal peut décider d'instituer le permis de démolir sur son territoire, en application de l'article R421-7 du Code de l'Urbanisme.

Considérant l'intérêt de maintenir cette procédure qui permet de garantir une bonne information sur l'évolution du bâti et la rénovation du cadre bâti de la Commune,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 14 voix POUR et 1 ABSTENTION :

- DECIDE d'instituer le permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal pour tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction, en application du l'article R421-27 du Code de l'Urbanisme.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

Le Maire,
P. CHENUET

Délibération rendue exécutoire par :
- Transmission électronique à la Préfecture
- Et affichage le 24/06/2020

P/Le Maire,
La Secrétaire par délégation,
M. SIMON







EXTRAIT D'UNE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 09/06/2020

Référence
D_2020_019

Objet de la délibération
AUTORISATION POUR RAVALEMENT DE FAÇADE

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
19	19	19

Date de la convocation
02/06/2020

Date d'affichage
12/06/2020

Vote
Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

Acte rendu exécutoire après dépôt
en SOUS PREFECTURE DE
MONTARGIS
Le : 12/06/2020

Et

Publication ou notification du :
12/06/2020

L' an 2020, le 9 Juin à 18 heures 45 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi à la salle Lucien Villoing sous la présidence de Monsieur CHABOREL Alain, Maire

Présents : M. CHABOREL Alain, Maire, Mme GROS Catherine, M. PRIEUR Laurent, Mme ROBBIO Françoise, M. NAGOT Yannick, Mme SAUVAGE Marie-Claude, M. PONTONNIER Gilles, M. GUILLOT Jean-Michel, M. COLLIGNON Jean-Pierre, Mme GODON Chantal, M. CARRÉ Thierry, Mme HUET Muriel, Mme PETIT Alexandrine, M. SAUVE Maxime, M. MENARD Anthony, Mme MARCILLY Anne-Flore, Mme BONNEAU Laura, Mme PELOILLE Maryse, M. PRIEUR Jean-Claude

A été nommé(e) secrétaire : Mme BONNEAU Laura

AUTORISATION POUR RAVALEMENT DE FAÇADE

Vu l'article R421-17-1 du Code de l'Urbanisme,

Afin d'éviter toutes dérives de mauvais goûts quant au choix des couleurs d'enduit, Monsieur le maire, propose de soumettre les ravalements à déclaration préalable (et à permis dans le cas d'une construction).

Le Conseil Municipal,

Après avoir pris connaissance de ces informations,

Et après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE de soumettre les ravalements à déclaration préalable (et à permis dans le cas d'une construction).

*Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.*

Pour copie conforme :
En mairie, le 25/06/2020
Le Maire
Alain CHABOREL



République Française
Département du Loiret
COMMUNE DE NEVOY

Envoyé en préfecture le 12/06/2020

Reçu en préfecture le 12/06/2020

Affiché le

ID : 045-214502270-20200608-20200030-DE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 08/06/2020

Référence
2020_0030

Objet de la délibération
OBLIGATION DE DEPOT DU PERMIS DE DEMOLIR SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
15	15	15

Date de la convocation
02/06/2020

Date d'affichage
02/06/2020

Vote
A l'unanimité
Pour : 15
Contre : 0
Abstention : 0

Acte rendu exécutoire après dépôt
en SOUS-PREFECTURE DE
MONTARGIS
Le : 12/06/2020

Et

Publication ou notification du :

Le 8 Juin 2020 à 18 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s'est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances, Salle Polyvalente Francis Ragu, sous la présidence de DARMOIS Jean-François, Maire

Présents : M. DARMOIS Jean-François, Maire, Mmes : AVEZARD Brigitte, BAUDUIN Chloé, LE HARDY Nathalie, MASSON Séverine, PERRENOUD Linda, RINGUEDE Maggy, SCHROEDER Marie-Lise, MM : BEZY Tony, DAVY Guillaume, DELAGE Jean-Michel, HARARI Philippe, JUBLOT Alain, LEFRANC Jean-Claude, MOUA Daniel

A été nommée secrétaire : Mme BAUDUIN Chloé

Objet de la délibération :
OBLIGATION DE DEPOT DU PERMIS DE DEMOLIR SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article R421-27 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme ;

Vu le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour application de l'ordonnance susvisée ;

Vu le décret n°2007-817 du 11 mai 2007 et notamment son article 4 portant la date d'entrée en vigueur de la réforme des autorisations d'urbanisme au 1er octobre 2007 ;

Considérant que depuis cette date, le dépôt et l'obtention d'un permis de démolir ne sont plus systématiquement requis, le conseil municipal peut décider d'instituer le permis de démolir sur son territoire, en application de l'article R421-27 du code de l'urbanisme.

LE CONSEIL,

- **DECIDE**, dans l'intérêt de maintenir cette procédure qui permet de garantir une bonne information sur l'évolution du bâti et la rénovation du cadre bâti de la commune, d'instituer, le permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal pour tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction.

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme :
En mairie, le 12 juin 2020
Le Maire
Jean-François DARMOIS





République Française
Département du Loiret
COMMUNE DE NEVOY

Envoyé en préfecture le 12/06/2020

Reçu en préfecture le 12/06/2020

Affiché le

ID : 045-214502270-20200608-20200029-DE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 08/06/2020

Référence
2020_0029

Objet de la délibération
OBLIGATION DE DEPOT DE DECLARATION PREALABLE A L'EDIFICATION D'UNE CLOTURE ET POUR LES TRAVAUX DE RAVALEMENT DE FACADE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

Le 8 Juin 2020 à 18 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances, Salle Polyvalente Francis Ragu, sous la présidence de DARMOIS Jean-François, Maire

Présents : M. DARMOIS Jean-François, Maire, Mmes : AVEZARD Brigitte, BAUDUIN Chloé, LE HARDY Nathalie, MASSON Séverine, PERRENOUD Linda, RINGUEDE Maggy, SCHROEDER Marie-Lise, MM : BEZY Tony, DAVY Guillaume, DELAGE Jean-Michel, HARARI Philippe, JUBLOT Alain, LEFRANC Jean-Claude, MOUA Daniel

A été nommée secrétaire : Mme BAUDUIN Chloé

Objet de la délibération :

OBLIGATION DE DEPOT DE DECLARATION PREALABLE A L'EDIFICATION D'UNE CLOTURE ET POUR LES TRAVAUX DE RAVALEMENT DE FACADE SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
15	15	15

Date de la convocation
02/06/2020

Date d'affichage
02/06/2020

Vote
A l'unanimité
Pour : 15
Contre : 0
Abstention : 0

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article R421-12,

Considérant que le conseil municipal peut décider de soumettre les clôtures et les travaux de ravalement de façade à déclaration sur son territoire ;

LE CONSEIL :

- **DECIDE**, dans l'intérêt de s'assurer du respect des règles fixées par le PLUi et d'éviter ainsi la multiplication de projets non conformes et le développement éventuel de contentieux, de soumettre l'édification des clôtures et les travaux de ravalement des façades à une procédure de déclaration préalable sur l'ensemble du territoire communal.

Acte rendu exécutoire après dépôt
en SOUS-PREFECTURE DE
MONTARGIS
Le : 12/06/2020

Et

Publication ou notification du :

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme :
En mairie, le 12 juin 2020
Le Maire
Jean-François DARMOIS



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N°28/2014

L'an deux mille quatorze, le dix neuf juin,

Le Conseil Municipal de la Commune de SAINT GONDON

Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur POUIGNY Jean-Pierre, Maire.

Date de Convocation du Conseil Municipal : 11 juin 2014

Nombre de Conseillers en exercice : 15

Présents: 10

Votants: 12

Etaient présents : Mrs POUIGNY , FROMONT, LANRIOT, BOULOGNE, MEYER, BENOIST - Mmes CLERTE, AYARD, DE JONGHE, TEIXEIRA.

Etaient absents : Mme GABORET donnant pouvoir à Mr POUIGNY
Mme MAUFRAS donnant pouvoir à Mr FROMONT
Mr ALBERTINI, PONCET et Mme CHARPENTIER

Mme TEIXEIRA est nommée secrétaire.

RAVALEMENT DE FACADES

Le Maire informe le conseil de certaines évolutions règlementaires du code de l'urbanisme notamment en ce qui concerne les ravalements de façades.

Le décret n°2014-253 du 27 février 2014 prévoit de dispenser les travaux de ravalements de façades de formalités sauf dans les secteurs et sites protégés (monuments historiques) ainsi que dans les communes ayant délibéré pour décider de soumettre ces travaux à autorisation

Le Maire propose de maintenir la déclaration préalable sur les ravalements de façades afin de pouvoir garder un contrôle sur les travaux et s'assurer que tout est fait en accord avec l'environnement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

DECIDE de maintenir la déclaration préalable pour les travaux de ravalement de façades (et le permis dans le cas d'une construction).

Cette disposition est applicable à compter du 1^{er} avril 2014.

Fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessus
Pour copie conforme.

Le Maire



Accusé de réception en préfecture
045-214502809-20140619-D201428-DE
Date de télétransmission : 21/06/2014
Date de réception préfecture : 23/06/2014

République Française
Département Loiret
Commune de Le Moulinet sur Solin

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 10/09/2020

Référence
242020

Objet de la délibération
- Instauration déclaration préalable pour edification clôtures, ravalement de façades, et permis de démolir.

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
11	11	11

Date de la convocation
01/09/2020

Date d'affichage
01/09/2020

Vote
A l'unanimité Pour : 11 Contre : 0 Abstention : 0

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous Préfecture de Montargis
Le : 15/09/2020

Et

Publication ou notification du :
15/09/2020

L' an 2020 et le 10 Septembre à 19 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil de la Mairie sous la présidence de LAFAYE CHRISTIANE, Maire

Présents : Mme LAFAYE CHRISTIANE, Maire, Mmes : CHAINTREUIL CATHERINE, DUCOMMUN ANNIE-CLAUDE, PROFIT Daniela, MM : DUBOS Kévin, ERCEAU Yannick, GAUME CLAUDE, MARQUIZEAUX NICOLAS, PICARD JULIEN, RAGU JEAN-MARY, SAVROT GAELE

A été nommé(e) secrétaire : : Daniela PROFIT

Objet de la délibération : - Instauration déclaration préalable pour edification clôtures, ravalement de façades, et permis de démolir.

Selon le service urbanisme de la Communauté de Communes Giennoises, il est nécessaire de prendre des délibérations pour des déclarations préalables afin d'effectuer un contrôle sur les travaux envisagés.

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité:

- **D'instaurer** le dépôt d'une déclaration préalable pour les travaux d'édification des clôtures conformément à l'article R421-12 du code de l'urbanisme

- **D'instaurer** le dépôt d'une déclaration préalable pour que les travaux de ravalement de façade soient soumis à autorisation d'urbanisme, article R421-17-1 du code de l'urbanisme.

- **D'instituer** le dépôt obligatoire d'un permis de démolir afin que la commune puisse émettre un avis sur les démolitions, article R421-27 du code de l'urbanisme.

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme
En mairie le 15/09/2020
Le Maire
CHRISTIANE LAFAYE



CONSEIL MUNICIPAL
DE LANGESSE

Envoyé en préfecture le 12/06/2020

Reçu en préfecture le 12/06/2020

Affiché le **12 JUIN 2020**

ID : 045-214501801-20200609-2020_020-DE

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 juin 2020

REF : 2020- 020

Nombre de membres afférents au CM	7
Présents	7
Votants	7

L'an deux mille vingt et le neuf juin à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel des séances, sous la présidence de Madame Nadège CORCELLE, Maire.

Date de la convocation : 2 juin 2020.

Présents : MMES, MM, Céline BOURSIER, Alice CORCELLE, Nadège CORCELLE, Marie LOSKOFF, Philippe COLMADIN, Francis ESNAULT et Cyrille PRESSOIR.

Secrétaire de séance : Mme Alice CORCELLE

OBLIGATION DE DEPOT DE DECLARATION PREALABLE A L'EDIFICATION D'UNE CLOTURE
ET POUR LES TRAVAUX DE RAVALEMENT DE FACADE
SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article R421-12,

Considérant que le conseil municipal peut décider de soumettre les clôtures et les travaux de ravalement de façade à déclaration, sur son territoire ;

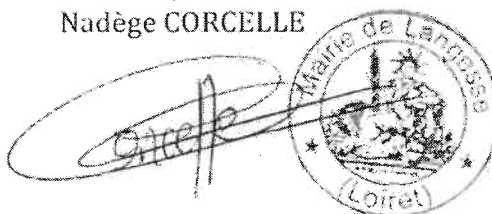
Le Conseil Municipal :

- **DECIDE** dans l'intérêt de s'assurer du respect des règles fixées par le PLUi et d'éviter ainsi la multiplication de projets non conformes et le développement éventuel de contentieux, de soumettre l'édification des clôtures et les travaux de ravalement des façades à une procédure de déclaration préalable sur l'ensemble du territoire communal.

Après en avoir délibéré, **ADOpte** à l'unanimité des membres présents,

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.

Le Maire,
Nadège CORCELLE



CONSEIL MUNICIPAL
DE LANGESSE

Envoyé en préfecture le 12/06/2020

Reçu en préfecture le 12/06/2020

Affiché le

12 JUIN 2020

ID : 045-214501801-20200609-2020_021-DE

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 9 juin 2020

REF : 2020- 021	
Nombre de membres afférents au CM	7
Présents	7
Votants	7

L'an deux mille vingt et le neuf juin à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel des séances, sous la présidence de Madame Nadège CORCELLE, Maire.

Date de la convocation : 2 juin 2020.

Présents : MMES, MM, Céline BOURSIER, Alice CORCELLE, Nadège CORCELLE, Marie LOSKOFF, Philippe COLMADIN, Francis ESNAULT et Cyrille PRESSOIR.

Secrétaire de séance : Mme Alice CORCELLE

OBLIGATION DE DEPOT DU PERMIS DE DEMOLIR
SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article R421-27 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,

Vu le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour application de l'ordonnance susvisée,

Vu le décret n°2007-817 du 11 mai 2007 et notamment son article 4 portant la date d'entrée en vigueur de la réforme des autorisations d'urbanisme au 1^{er} octobre 2007 ;

Considérant qu'à compter de cette date, le dépôt et l'obtention d'un permis de démolir ne seront plus systématiquement requis, le conseil municipal peut décider d'instituer le permis de démolir sur son territoire, en application de l'article R421-27 du code de l'urbanisme.

Vote : 6 pour – 1 abstention

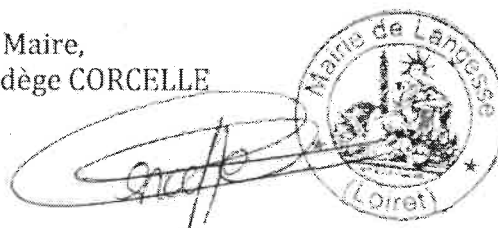
Le Conseil Municipal :

- **DECIDE**, dans l'intérêt de maintenir cette procédure qui permet de garantir une bonne information sur l'évolution du bâti et la rénovation du cadre bâti de la commune, d'instituer, le permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal pour tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction.

Après en avoir délibéré, **ADOpte** à l'unanimité des membres présents,

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.

Le Maire,
Nadège CORCELLE



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU LOIRET
Arrondissement de MONTARGIS
Canton de SULLY-SUR-LOIRE

MAIRIE DE SAINT BRISSON SUR LOIRE
45500 SAINT BRISSON SUR LOIRE
Téléphone SIAEP : 02 38 36 78 82
Téléphone Mairie : 02 38 36 70 07
Mél : mairie.st.brisson@wanadoo.fr

**CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

DE LA SEANCE DU 25 JUIN 2020

Date de la convocation : 18 juin 2020

L'an deux mille vingt, le vingt-cinq juin, à dix-neuf heures trente, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Brisson-sur-Loire, légalement convoqués, se sont réunis sous la présidence de Monsieur Claude PLÉAU, Maire

Nombre de Conseillers

- en exercice : 15
- présents : 14
- absent : 1
- votants : 15

Etaient présents : M. Claude PLÉAU, Mme Line FLEURY, M. Cédric CHAUVETTE, Mme Laure CROTTE, M Jean-Pierre GROS, Mme Françoise THION, Mme Thérèse MÉRANGER, Mme Patricia LEHAY, Mme Françoise CHIARAMONTE, Mme Sandrine DELESALLE, M Jean-Pierre LEBRETON, M Michel CARREAU, M. Gérard HÜSSLER, M Luc MORIN

Etait absente : Madame Camille CARREAU ayant donné procuration à Madame Françoise CHIARAMONTE

SECRETAIRE DE SEANCE : A l'unanimité, Madame Line FLEURY a été élue secrétaire de séance et Madame Sylvie BONGIBAUT secrétaire auxiliaire

Date de la publication et de la télétransmission : 30 juin 2020

Accusé de réception en préfecture
045-214502718-20200625-20200625-4-DE
Date de télétransmission : 30/06/2020
Date de réception préfecture : 30/06/2020

4 - INSTAURATION DE LA DECLARATION PREALABLE POUR L'EDIFICATION DES CLOTURES ET RAVALEMENT DE FACADES

Le décret n° 2014-253 du 27 février 2014 définit de nouvelles règles applicables au régime des autorisations d'urbanisme.

A ce titre, il laisse le champ libre aux collectivités de contrôler ou non un certain nombre d'actes en matière d'urbanisme :

- Il dispense de formalité, les travaux de ravalement (articles R 421-2 R 421-17 et R 421-17-1 du code de l'urbanisme) ainsi que l'installation de clôtures (l'article R 421-12, d du code de l'urbanisme), sauf dans les secteurs et sites protégés ainsi que dans les abords des monuments historiques
- et permet de soumettre à la procédure de déclaration préalable, les travaux de ravalement et l'installation des clôtures sur l'ensemble du territoire

Il est précisé que ce n'est pas parce que les travaux ne sont pas soumis à autorisation d'urbanisme, qu'ils ne doivent pas respecter le Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Aussi,

Considérant qu'un Périmètre Délimité des Abords autour du Château (périmètre des monuments historiques) a été instauré dans le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, rendant obligatoire le dépôt de déclaration préalable pour les clôtures, ravalement de façades à l'intérieur de ce périmètre,

Considérant qu'il y a lieu d'éviter la multiplication de projets non conformes et le développement de procédures d'infraction aux règles du PLUi

Considérant qu'il y a lieu d'établir les mêmes règles d'urbanisme sur l'ensemble du territoire de la Commune,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal décide :

- **D'instaurer** la déclaration préalable pour l'édification des clôtures sur l'ensemble du territoire communal.
- **d'instaurer** la déclaration préalable pour les ravalements de façades sur l'ensemble du territoire communal

Pour copie conforme au registre des délibérations

 Le Maire *Claude PLÉAU*

Claude PLÉAU

Accusé de réception en préfecture
045-214502716-20200625-20200625-4-DE
Date de télétransmission : 30/06/2020
Date de réception préfecture : 30/06/2020

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU LOIRET
Arrondissement de MONTARGIS
Canton de SULLY-SUR-LOIRE

MAIRIE DE SAINT BRISSON SUR LOIRE
45500 SAINT BRISSON SUR LOIRE
Téléphone SIAEP : 02 38 36 78 82
Téléphone Mairie : 02 38 36 70 07
Mél : mairie.st.brisson@wanadoo.fr

**CONSEIL MUNICIPAL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

DE LA SEANCE DU 25 JUIN 2020

Date de la convocation : 18 juin 2020

L'an deux mille vingt, le vingt-cinq juin, à dix-neuf heures trente, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Brissson-sur-Loire, légalement convoqués, se sont réunis sous la présidence de Monsieur Claude PLÉAU, Maire

Nombre de Conseillers

- en exercice : 15
- présents : 14
- absent : 1
- votants : 15

Etaient présents : M. Claude PLÉAU, Mme Line FLEURY, M. Cédric CHAUVETTE, Mme Laure CROTTE, M Jean-Pierre GROS, Mme Françoise THION, Mme Thérèse MÉRANGER, Mme Patricia LEHAY, Mme Françoise CHIARAMONTE, Mme Sandrine DELESALLE, M Jean-Pierre LEBRETON, M Michel CARREAU, M. Gérard HÜSSLER, M Luc MORIN

Etait absente : Madame Camille CARREAU ayant donné procuration à Madame Françoise CHIARAMONTE

SECRETAIRE DE SEANCE : A l'unanimité, Madame Line FLEURY a été élue secrétaire de séance et Madame Sylvie BONGIBAUT secrétaire auxiliaire

Date de la publication et de la télétransmission : 30 juin 2020

5 - INSTAURATION D'UNE OBLIGATION DE DEPOT DE PERMIS DE DEMOLIR

La réforme des autorisations d'urbanisme introduite par l'ordonnance 2005-1527 du 8 décembre 2005 a fait l'objet du décret d'application n°2007-18 du 5 janvier 2007.

Depuis le 1^{er} octobre 2007, date d'entrée en vigueur de cette réforme, le dépôt et l'obtention d'un permis de démolir ne sont plus systématiquement requis.

Accusé de réception en préfecture
045-214502718-20200625-20200625-5-DE
Date de télétransmission : 30/06/2020
Date de réception préfecture : 30/06/2020

L'article R.421-28 du Code de l'Urbanisme soumet à permis de démolir, la démolition ou le fait de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction :

- Située dans un secteur sauvegardé
- Inscrite au titre des monuments historiques ou adossée à un immeuble classé au titre des monuments historiques.
- Située dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager,
- Située dans le champ de visibilité d'un monument historique
- Située dans un site inscrit ou classé.
- Identifiée comme devant être protégée par le Plan Local d'Urbanisme comme un élément de patrimoine ou de paysage à protéger.

Pour autant, le Conseil Municipal peut décider d'instituer le permis de démolir sur l'ensemble de son territoire, en application de l'article R.421-27 du code de l'urbanisme.

L'objectif de maintenir le dépôt de permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal est de permettre à la Commune de garantir une bonne information sur l'évolution du bâti et la rénovation du cadre bâti et dans un souci de protection des constructions pouvant présenter un intérêt architectural, esthétique, environnemental ou culturel pour la Commune, autre que dans le Périmètre Délimité des Abords du château.

En conséquence le Conseil Municipal à l'unanimité et après en avoir délibéré décide :

- **d'instituer** le permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal pour tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction, en application de l'article R.421-27 du code de l'urbanisme.

Pour copie conforme au registre des délibérations



Le Maire,

Claude PLÉAU

Accusé de réception en préfecture
045-214502718-20200625-20200625-5-DE
Date de télétransmission : 30/06/2020
Date de réception préfecture : 30/06/2020